

L'ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



Crise migratoire. Pacte migrations.

PACTA SUNT SERVANDA

La réforme du droit d'asile est sur la table européenne depuis 2019 et [tourne en rond, explique Hedwig Giusto pour le Progressive Post](#). La conclusion des négociations au Conseil le 8 juin 2023 ne marque qu'un léger progrès vers [une convergence européenne potentielle](#) sur cette question hautement inflammable, régulièrement ravivée par des [faits divers tragiques](#) et de violentes paniques morales.

- Dans l'ensemble, les États membres sont parvenus à se mettre d'accord sur les principaux piliers du système d'asile de l'Union, la responsabilité, la solidarité et les règles de procédure.
 - Le plus important, [soulignent les spécialistes](#), c'est que l'accord réduit les normes de protection en Europe.
 - Deux pays se sont opposés à l'accord : la Hongrie et la Pologne, principalement, parce qu'elles ne croient pas que l'Europe devrait avoir un système d'asile.
 - Quatre se sont abstenus : la Bulgarie, Malte, la Lituanie et la Slovaquie, pour des raisons différentes dans chaque cas.
- Dans son analyse du pacte européen sur les migrations Eurointelligence revient sur [deux dispositions fort controversées](#).
 - La première prévoit l'envoi de migrants dans des pays tiers sans passer par le processus d'enregistrement, sur le modèle du Royaume-Uni et du Danemark, où un pays tiers, [en l'occurrence le Rwanda](#), est rémunéré pour accepter des migrants qui n'ont pas entamé de procédure d'asile.
 - Le Royaume-Uni autorise en outre une période de trois mois pendant laquelle les migrants sont supposés ne pas être entrés dans le pays, mais une telle disposition n'existe pas dans l'UE.
 - La deuxième disposition est un système de redistribution volontaire visant à alléger le fardeau qui pèse sur les pays de première ligne.
 - L'idée est de répartir les migrants entre les autres États membres de l'UE ou en indemnisant le pays d'arrivée par un versement unique de 20 000 euros par migrant.
- Comme en 2015 au moment [de la proposition \(similaire\)](#) faite par le président de la Commission Jean Claude Juncker, les principales oppositions viennent des pays d'Europe centrale.
 - En particulier [la Hongrie](#), qui le considère comme injuste et contraire à la solidarité volontaire.
 - Il en va de même pour la discussion [sur la réforme du « système de Dublin »](#).
 - Il suffit d'une minorité de blocage au Conseil (représentant au moins 35 % de la population de l'UE) pour faire échec à la proposition de la Commission.
 - Le journal conservateur allemand [FAZ](#) estime qu'environ 15 ou 16 États membres sont favorables à la suppression de la condition selon laquelle les migrants envoyés dans des pays tiers doivent avoir une relation avec ce pays.
 - L'Autriche, dont la coalition gouvernementale est dominée par les conservateurs, par exemple, a subordonné son vote à la suppression de cette condition.
- Des inquiétudes sont exprimées quant aux conséquences négatives potentielles d'une telle disposition.
 - C'est en particulier le cas de l'établissement d'un modèle commercial pour des pays tiers comme le Rwanda.
 - Est aussi soulevé le risque paradoxal d'attirer davantage de migrants si le programme de rapatriement ne parvient pas à en expulser un nombre significatif.

Crise migratoire. Alliances.

CRISIS ? WHAT CRISIS ?

Si à la faveur de la grande crise de l'accueil des migrants et réfugiés en 2015 la droite radicale et son chef de file, [Viktor Orban](#), ont pu nourrir leur dynamique électorale, la question bouleverse aussi les certitudes des autres familles politiques.

- Au Danemark, dirigé par le centre-gauche, la « loi sur les étrangers » a été régulièrement durcie depuis 2002, [avec un objectif dissuasif affiché](#).
 - Ceci expliquerait en partie [la reconduction de la Première Ministre sociale-démocrate, Mette Fredrikssen](#) en novembre 2022.
 - Exception en trompe l'œil à l'affirmation des droites radicales en Scandinavie.
- Sujet de division et de polarisation croissante dans les opinions publiques, la question migratoire peut ainsi enfoncer un coin dans la solidarité entre les membres de la famille euroseptique.
 - La Première ministre italienne Giorgia Meloni a ainsi pris conscience qu'elle ne pourrait pas compter sur la solidarité avec le gouvernement polonais pourtant de la même famille au Parlement européen (ECR).
 - L'opposition de Budapest et Varsovie à toute avancée sur le sujet a sûrement renforcé l'intérêt de G. Meloni à chercher d'autres convergences européennes.
 - Probablement avec le centre-droit, ce que son ministre des Affaires étrangères, Antonio Tajani (PPE) [a par ailleurs confirmé](#).
 - Les divergences de vues sur des questions telles que l'atlantisme et la politique économique compromettent encore davantage l'utilité de maintenir des liens avec ces alliés de l'Est.
 - La migration n'est qu'un des facteurs qui poussent G. Meloni à chercher de nouveaux amis au sein de l'UE.
- Au fond, ce qui se joue dans ces difficultés à apporter une réponse aussi bien à la détresse de ceux qui cherchent une vie meilleure sur les rives européennes qu'aux inquiétudes croissantes des opinions publiques européennes, c'est [le destin de l'Europe](#) comme communauté politique.
 - Dans une Europe vieillissante, qui voit la domination occidentale refluer sur presque tous les plans, la crainte de la submersion et le déclin des énergies prend le pas sur les considérations morales.
 - Entre les pays débordés aux frontières externes de l'UE, les plus intransigeants, et les pays accueillants, [le compromis semble particulièrement délicat](#).

Ukraine. Corruption. Trafics.

THE UNTOUCHABLES

Avant la guerre, l'Ukraine [était minée](#) par la corruption. La propagande russe et les opposants au soutien occidental à l'Ukraine le rappellent régulièrement : le pays agressé par V. Poutine n'est pas une victime pure et innocente et la corruption, les oligarques et la mafia y tiennent une place considérable.

- Comme le développait [l'émission « Affaires étrangères » de France Culture](#) le 3 juin 2023, la guerre ébranle aussi l'écosystème de la criminalité organisée, avec ses réseaux et ses alliances, ses activités diversifiées, mondialisées, sa capacité infinie d'adaptation et de sophistication à la mesure d'enjeux financiers gigantesques.
 - La guerre entre la Russie et l'Ukraine a eu un [impact profond sur le monde criminel](#), confirme The Economist.
 - Non seulement dans ces deux pays, mais aussi dans le monde entier.
 - L'invasion russe a en effet perturbé l'organisation et les routes des réseaux criminels et provoqué une scission au sein de la pègre.
 - Les criminels ukrainiens ont ainsi choisi de soutenir leur pays en mettant éventuellement leurs capacités logistiques au service de l'État et l'armée ukrainienne.

- Cette situation a entraîné une nouvelle cartographie des itinéraires de contrebande, ce qui a eu une incidence sur les prix et les profits des syndicats du crime dans le monde entier.
 - La guerre a rompu les liens entre l'Ukraine et les réseaux criminels russes.
- Le gouvernement ukrainien a commencé à prendre des mesures pour lutter contre la corruption et mettre en œuvre des réformes.
 - Sous la pression de ses alliés européens, le président V. Zelensky a commencé à donner des [gages de réforme](#) pour [lutter contre la corruption](#) et l'emprise des réseaux mafieux sur la société et l'appareil d'Etat.
 - En effet, les efforts de reconstruction en Ukraine nécessiteront des fonds étrangers et devront être assortis de conditions pour lutter contre la criminalité organisée.
 - On se rappelle que V. Zelensky est [lui-même impliqué dans les affaires d'évasions fiscales](#) révélées par les Pandora papers.
- En tirant parti de ces facteurs et en maintenant la pression interne et externe pour lutter contre la corruption, l'Ukraine a une chance de se libérer de sa réputation de refuge pour les gangsters et de construire une société plus légale et plus transparente.

EUROPE GÉOPOLITIQUE



Influence. Elections. Désinformation.

OCCUPIED.

Depuis les précédents du Brexit et de l'élection de D. Trump, l'angoisse d'une ingérence étrangère dans les processus électoraux hante la conversation européenne. Le Parlement européen s'appuie sur la résolution relative à l'ingérence étrangère, adoptée en mars, 2022 et intègre les résultats de réunions avec diverses parties prenantes nationales et internationales, des services de renseignement et des autorités compétentes.

- Dans le rapport [de leur commission spéciale d'enquête sur le sujet](#), les députés européens mettent en garde contre une augmentation des tentatives d'ingérence étrangère et de la manipulation de l'information à l'approche des élections du Parlement européen de 2024.
 - Le rapport souligne les risques posés par les services de désinformation à façon, le financement occulte d'activités politiques et les cyber-attaques.
 - L'ingérence de la Russie et de la Chine dans l'UE, y compris dans les pays candidats à l'adhésion à l'UE et dans les pays du Sud, est particulièrement préoccupante.
 - Pour faire face à ces menaces, les députés recommandent d'interdire TikTok à tous les niveaux des gouvernements nationaux et des institutions de l'UE.
 - Il est aussi question de tracer les dons pour empêcher les transactions financières interdites.
 - Il s'agit d'un dispositif [déjà adopté au niveau de l'UE](#).
 - Plus largement, il est recommandé d'exclure les équipements et les logiciels provenant de pays à haut risque.
- Le Parlement appelle à une stratégie coordonnée de l'Union qui comprend de nouvelles initiatives et une meilleure application des dispositions existantes.
 - Un financement adéquat pour lutter contre la désinformation et soutenir les processus démocratiques est également demandé.
 - Le rapport propose le développement d'un paquet efficace de défense de la démocratie.
 - Concrètement, [l'engagement de la société civile](#), en plus de la création d'un organe permanent du Parlement européen pour surveiller et contrer l'ingérence étrangère.
 - La rapporteuse lettone [Sandra Kalniete](#) (LV-PPE) souligne l'urgence de s'attaquer à l'ingérence étrangère, en particulier à la lumière du développement technologique rapide et de la guerre menée par la Russie en Ukraine.

Influence. Russie. Serbie.

PENSÉES AUX ENFANTS DE L' ÉCOLE RIBNIKAR.

En Serbie, [le mouvement contre la violence et le régime du président Vucic gagne en importance](#). Les manifestations, qui en sont à leur cinquième édition, surviennent un mois après deux fusillades qui ont entraîné la mort de 18 personnes, dont la moitié étaient des enfants, et fait une vingtaine de blessés.

- Les manifestants [considèrent que les médias pro-régime](#) et pro-russes contribuent à entretenir une atmosphère de violence, ce qui crée des tensions dans la société.
 - Le mouvement prend de l'ampleur et commence à avoir un impact sur la politique du pays.
 - Comme pour illustrer le bien-fondé des critiques, les médias pro-régime qualifient les manifestants de « hyènes » et de « charognards ».
 - Emblématique de cette frustration, les manifestants se sont rassemblés autour du [siège de la chaîne de télévision publique serbe](#).
 - Les manifestations ont déjà eu pour effet de provoquer un débat au Parlement sur la violence et la couverture médiatique des manifestations à la télévision d'État.

Semi-conducteurs. IPCEI. Aides d'Etat.

PLENTY OF CHIPS.

Annoncé par [Thierry Breton lui-même](#), la Commission européenne a approuvé un projet important d'intérêt européen commun ([IPCEI](#)) dans le domaine de la microélectronique et des technologies de la communication, soutenu par 8,1 milliards d'euros d'aides d'État.

- Cette approbation a déclenché un investissement privé supplémentaire de 13,7 milliards d'euros.
 - Soit un investissement total d'environ 22 milliards d'euros dans la chaîne d'approvisionnement européenne en [semi-conducteurs](#).
- L'IPCEI concerne [68 projets émanant de 56 entreprises réparties dans 19 États membres de l'UE](#).
 - Ceci devrait permettre de créer plus de 8 700 emplois directs et de nombreuses possibilités d'emplois indirects.
- L'investissement vise à renforcer le leadership industriel et technologique de l'Europe, à améliorer la sécurité de la chaîne d'approvisionnement et à soutenir la croissance économique.
 - L'IPCEI se concentre sur différents domaines de la chaîne d'approvisionnement des semi-conducteurs.
 - En particulier les matériaux, les équipements, la conception et la fabrication.
 - Il vise à développer des technologies innovantes.
 - Telles que les processeurs, les puces d'intelligence artificielle, les circuits intégrés programmables et les interconnexions optiques.
 - Tout ceci pour répondre aux besoins de secteurs tels que les communications, l'automobile, l'automatisation industrielle, l'IdO grand public et l'intelligence artificielle.
 - Les projets visent également à soutenir le développement des capacités de connectivité, l'infrastructure des véhicules électriques et les puces d'IA de nouvelle génération.
- L'IPCEI témoigne de l'engagement de l'Europe à favoriser l'excellence dans tous ses États membres en soutenant les PME dynamiques et les filiales de grandes entreprises.
 - Cet investissement jette les bases de futures installations de production en Europe, conformément à l'ambitieux [« EU Chips Act » adopté en avril 2023](#).
 - Ce dernier vise à faire de l'Europe une puissance industrielle mondiale sur les marchés des semi-conducteurs de l'avenir.
 - Un pari audacieux et pas si évident, [soulignent les critiques](#), tant l'UE part de loin en comparaison avec ses principaux concurrents.

Nombreux sont justement ceux qui considèrent que [l'Europe est en train de perdre la course technologique](#).

- Leur analyse s'appuie sur des propos de plusieurs leaders de la haute technologie européenne et sur l'absence chronique de moyens financiers pour donner suite aux ambitions affichées.
 - J. Aschbacher, directeur général de l'Agence spatiale européenne, souligne que la part de l'Europe dans les dépenses mondiales annuelles dans le domaine spatial ne représente que [10 % du total mondial de 350 milliards d'euros](#).
 - W. Münchau compare cette situation à l'échec de l'Europe à prendre une part significative dans le marché des technologies numériques, en raison d'un manque d'investissement plutôt que d'un manque de brevets.
 - J. Schmidhuber, pionnier allemand de l'intelligence artificielle, souligne que les États-Unis et la Chine excellent dans la commercialisation des technologies et leur intégration dans les appareils, tandis que l'Europe est à la traîne.
- Cette situation reflète également [l'échec de l'Union européenne à créer une union des marchés de capitaux](#), essentielle pour libérer les investissements nécessaires à la commercialisation de l'innovation.
 - Il semblerait que les dirigeants européens ne mettent pas suffisamment l'accent sur les marchés de capitaux et la technologie, contrairement à Joe Biden et Xi Jinping.



Autonomie énergétique. Industrie.

PUMP IT UP.

La pompe à chaleur, technologie climatique du futur ? C'est [le pari que tente de tenir](#) le ministre allemand écologiste Robert Habeck.

- Alors qu'une [firme américaine envisage de racheter](#) le principal fabricant allemand de pompes à chaleur, une coalition d'industriels et d'ONG a soumis à la Commission européenne un plan commun [visant à accélérer le déploiement des pompes à chaleur](#).
 - Une feuille de route propose d'installer 60 millions de pompes à chaleur supplémentaires en Europe d'ici à 2030.
 - Elle est élaborée par élaborée par [l'Association européenne des pompes à chaleur \(EHPA\) et la Fondation européenne pour le climat \(ECF\)](#).
 - Pour atteindre cet objectif, le secteur souligne la nécessité d'un soutien clair et à long terme de la part des décideurs politiques.
- Le plan recommande l'arrêt progressif de la vente de chaudières à combustibles fossiles autonomes dans l'UE grâce à la révision des règles d'éco-conception.
 - Les auteurs de la feuille de route identifient également des obstacles majeurs tels que les coûts initiaux élevés, la pénurie de travailleurs qualifiés et le manque d'information des consommateurs.
 - Ils espèrent que la Commission tiendra compte de leurs recommandations dans son plan d'action pour les pompes à chaleur, qui devrait être publié d'ici la fin de l'année.
- Eurodéputé et vice-président de la Commission ENVI, [Bas Eickhout](#) (NL-Verts/ALE), souligne [dans une interview pour Euractiv](#) l'importance des pompes à chaleur pour réduire la dépendance de l'Europe à l'égard des combustibles fossiles et les émissions de CO2 dans le secteur du logement.
 - Il attribue l'adoption tardive des pompes à chaleur à l'influence de l'industrie gazière et à un manque d'imagination persistant.
 - Il estime que l'industrie européenne a le potentiel nécessaire pour gérer le rythme rapide des changements induits par la transition vers le chauffage propre, malgré les difficultés liées à la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée.
 - Il souligne la nécessité d'investissements et de politiques cohérentes pour soutenir la transition verte.
 - En cela, il critique le ministre allemand des finances pour avoir entravé les investissements publics.
 - Il appelle à l'utilisation de fonds européens et à la réforme des cadres fiscaux.
 - En ce qui concerne la révision du règlement sur les gaz fluorés, B. Eickhout plaide en faveur de l'utilisation de réfrigérants naturels dans les pompes à chaleur.
 - L'idée est d'éviter de remplacer une substance nocive par une autre.
 - Il estime que l'industrie européenne dispose d'un avantage dans le traitement des réfrigérants naturels.

Balkans. Pollution.

LOS DEL RIO.

Contrairement au cliché commun aux conservateurs et à une certaine gauche patnaliste, la pollution et l'environnement ne sont pas des préoccupations de sociétés riches et matériellement confortables. Il s'agit de questions vitales, qui engagent l'avenir des communautés locales et suscitent des mobilisations démocratiques.

- Les Balkans connaissent une augmentation notable des protestations environnementales, avec des mouvements en Serbie et en Albanie [analysés par Raluca Besliu pour le Green European Journal](#).
 - Les manifestations sur la rivière Vjosa en Albanie, s'opposent à la construction de centrales hydroélectriques.
 - Le mouvement Jadar, en Serbie, lutte contre l'exploitation des réserves de lithium.
 - Tous deux ont réussi à mobiliser les citoyens et à influencer les résultats politiques.
- Les manifestations de Vjosa ont duré plusieurs années et ont impliqué des initiatives populaires et des organisations à but non lucratif, tandis que les manifestations de Jadar ont impliqué des acteurs politiques et duré quelques mois.
 - Malgré leurs différences, les deux mouvements ont atteint leurs objectifs :
 - le gouvernement serbe a retiré les permis d'exploration pour le projet Jadar ;
 - la rivière Vjosa a été sanctuarisée en « parc national ».
 - Il s'agit d'une des dernières rivières sauvages d'Europe et abrite de nombreuses espèces menacées.
 - En Albanie, les manifestations ont débouché sur des discussions politiques et des engagements en faveur de la protection de la rivière Vjosa, tandis qu'en Serbie, elles ont donné naissance à de nouvelles forces politiques et renforcé l'opposition.
 - Le succès des manifestations de Vjosa et de Jadar a démontré le pouvoir d'une citoyenneté engagée dans la prise de décision démocratique.
- La vallée de la rivière Jadar, en Serbie, recèle l'un des plus grands gisements de lithium au monde et devait devenir la plus grande mine de lithium d'Europe.
 - Les manifestations de Jadar visaient à mettre un terme au projet minier et à protéger la biodiversité de la vallée.
 - Les deux mouvements se sont inspirés de manifestations antérieures :
 - la protection du [parc national de Mavrovo](#) en Macédoine du Nord
 - et l'opposition au [rachat par la Chine de la mine de Bor](#) en Serbie.
- Si l'Union a exprimé son soutien aux manifestations, l'auteur constate des différences dans le niveau d'engagement.
 - Ceci soulève des questions sur les deux poids deux mesures au niveau de l'UE en ce qui concerne la protection de l'environnement.

Pesticides. Agro-écologie.

PESTO VERDE.

L'organisation écologique « Générations Futures » a publié [un rapport comparant la toxicité des pesticides utilisés dans les agricultures conventionnelle et biologique.](#)

- Sans trop de surprises, l'étude montre que les pesticides utilisés en agriculture conventionnelle sont généralement plus dangereux que ceux utilisés en agriculture biologique.
 - Sur les substances autorisées en France, 224 pesticides conventionnels sont classés comme dangereux, alors que seulement 17 substances biologiques sont classées de la même manière.
 - De plus, les pesticides conventionnels sont plus souvent candidats à la substitution et sont classés toxiques pour la reproduction et les milieux aquatiques dans des proportions plus élevées que les pesticides biologiques.
- Le rapport souligne que les pesticides biologiques sont majoritairement moins toxiques et met en évidence l'approche proactive des agriculteurs biologiques dans la recherche de solutions alternatives aux substances problématiques.
 - L'analyse des données relatives aux ventes révèle qu'une majorité des ventes de pesticides conventionnels et biologiques sont constituées de substances classées comme dangereuses.
 - Le pourcentage élevé de pesticides biologiques est largement dû aux ventes de soufre et de cuivre, [principalement dans la viticulture](#), tandis que les autres substances biologiques classées comme dangereuses ne représentent qu'une petite partie des ventes.
 - Les pesticides conventionnels enregistrent également des ventes plus élevées de substances classées comme candidates à la substitution, toxiques pour la reproduction et toxiques pour les milieux aquatiques.

Energies renouvelables.

EARTH WIND AND FIRE.

La transition énergétique européenne avance. Les sources d'énergie renouvelables, en particulier l'énergie éolienne et solaire, [ont dépassé pour la première fois les combustibles fossiles dans la production d'électricité de l'Union européenne.](#)

- Selon les données publiées par Ember, un [think tank spécialisé sur les questions climatiques](#), le 8 juin 2023, les énergies éolienne et solaire ont produit 31 % de l'électricité de l'UE en mai, contre 27 % pour les combustibles fossiles.
 - Cette étape importante peut être attribuée à la croissance significative de l'énergie solaire, qui a produit une part record de 14 % de l'électricité de l'UE, dépassant le charbon pour la première fois.
 - La part du charbon est tombée à 10 %, son plus bas niveau historique.
 - L'énergie éolienne s'est également bien développée avec une part de 17 %, avec un record établi en janvier (23 %).
 - Le gaz fossile a enregistré sa part de production la plus faible depuis 2018, ne contribuant qu'à hauteur de 15 % à l'électricité de l'UE en mai 2023.